



AMBASSADE DE FRANCE EN ALLEMAGNE
SERVICE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

Le Conseiller pour la Science et la Technologie

Berlin, le 3 novembre 2009

Contrat de coalition CDU/CSU-FDP - programme énergétique du futur gouvernement

Le programme du gouvernement CDU/CSU-FDP pose les bases d'une politique énergétique "libérée de toute idéologie", "ouverte à toutes les technologies" et à l'écoute des besoins du marché, intégrant davantage les enjeux de politique industrielle, environnementale et de compétitivité, avec un accent mis dans tous les domaines : **électricité, chaleur, transport**. Dans le courant de l'année 2010, la coalition compte proposer un nouveau concept énergétique fixant les lignes de conduite pour un approvisionnement en énergie propre, fiable et accessible financièrement, combinant l'augmentation de l'efficacité énergétique et un développement massif des énergies renouvelables (EnR), en remplacement des sources énergétiques conventionnelles, dans un **mix énergétique dynamique**. La coalition réaffirme aussi les engagements climatiques pris par le gouvernement précédent (-40% en 2020, par rapport à 1990).

Energies renouvelables

La coalition affirme vouloir s'engager plus avant sur le chemin de l'ère renouvelable et développer le leadership technologique allemand en EnR, dont les potentiels d'innovation, de croissance et d'emploi sont immenses. La coalition souhaite ainsi assurer à la fois un **soutien financier plus équilibré** et une **injection dans le réseau plus efficace** (maintien de la loi des énergies renouvelables **EEG**, injection prioritaire des EnR dans le réseau). L'objectif principal consiste à rendre les **EnR concurrentielles** sur le marché et à résoudre la question de leur **stockage**.

Un amendement de la loi EEG est prévu d'ici janvier 2012, pour garantir la compétitivité des technologies actuelles, et rééquilibrer les soutiens financiers : il s'agit par exemple d'améliorer les conditions cadres pour une énergie **hydraulique** écologique et pour le **repowering**¹ des éoliennes, de garantir une sécurité de planification de l'**éolien offshore**, et d'aider le développement de **centrales virtuelles**, qui permettent de renforcer la stabilité du réseau. Au contraire, la coalition souhaite reconsidérer le soutien fédéral accordé au **photovoltaïque**, considéré comme «surévalué», et cela en «concertation» avec l'industrie solaire.

Dans le domaine des bioénergies enfin, la coalition souhaite soutenir la production d'**électricité biomassique** à partir de résidus organiques plutôt que de matières premières renouvelables. Elle compte aussi réguler le marché des **biocarburants** par un projet de loi d'ici janvier 2010 : il s'agit de réactiver le marché des biocarburants purs, avec une déduction des charges en fonction des potentiels de réduction d'émission de CO₂, et la mise sur le marché de l'E10 comme offre complémentaire. Dans le cadre de la loi sur la chaleur renouvelable (EEWärmeG), la coalition souhaite soutenir une mise sur le marché étendue du **biogaz**. Enfin, en ce qui concerne la biomasse, la coalition souhaite proposer des initiatives pour la mise en place d'un **système de certification "développement durable"** qui serait reconnu à l'échelle internationale et concernerait à la fois la production d'électricité et de carburants ainsi que l'utilisation des ressources agroalimentaires.

Sur le plan international, la coalition cite explicitement Desertec² comme l'un des projets de politique d'approvisionnement énergétique de l'Allemagne, à côté de Nabucco, Nordstream et des terminaux GNL. Elle rappelle aussi sa volonté d'être active au sein de l'**IRENA** par l'intermédiaire du Centre de technologie et d'innovation de Bonn.

Energie nucléaire

¹ Repowering : remplacement des éoliennes terrestres existantes par quelques éoliennes plus performantes

² Desertec : Concept d'approvisionnement électrique durable - solaire et éolien - à partir des déserts d'Afrique du Nord qui privilégie la constitution d'un réseau transnational à courant continu (CCHT).

Le contrat de coalition présente le nucléaire comme une "**énergie de transition**" **incontournable**, en attendant son remplacement par un développement massif des EnR. Le gouvernement se dit "prêt à prolonger la durée de vie des centrales nucléaires" respectant les critères de sûreté allemands et internationaux, mais rejette la construction de nouvelles centrales. Les modalités de prolongations devraient être déterminées au cas par cas³ en accord avec les opérateurs, qui devraient vraisemblablement investir une partie des bénéfices liés à l'allongement de la durée de vie des centrales dans un fonds servant à financer le développement des EnR ou une baisse des prix de l'électricité.

En ce qui concerne le stockage définitif des déchets radioactifs, la coalition souhaite **abroger le moratoire de Gorleben**⁴, afin de redémarrer les travaux de recherche et déterminer dès que possible l'aptitude du site pour un stockage définitif des déchets nucléaires à haute radioactivité, le processus d'évaluation du site s'accompagnant de la nomination d'un groupe d'experts internationaux. Le démantèlement des sites de stockage définitif d'Asse II et de Morsleben devrait être effectué de façon rapide et transparente, la coalition exigeant une **participation financière** des grands groupes énergétiques concernés. La coalition prévoit également une compensation pour les régions destinées à accueillir un site de stockage définitif.

Le charbon et les techniques de captage et de stockage du CO2

La coalition prône l'utilisation du "charbon propre" dans le mix énergétique allemand, par la construction de **centrales thermiques au charbon à haute efficacité énergétique**. Le nouveau gouvernement est favorable au développement des technologies de captage et de stockage du CO2 (CCS⁵) et souhaite la mise en place rapide d'un cadre réglementaire adapté. Les problèmes de concurrence des futurs sites de stockage du CO2 avec d'autres utilisations possibles (notamment le recours à la géothermie) devront être étudiés. Les modalités de l'instauration du cadre juridique - qui se heurte jusqu'à présent à une opposition massive des citoyens et des régions pressenties pour le stockage - restent cependant floues.

Efficacité énergétique

La coalition reconnaît la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique, notamment dans le domaine des bâtiments. Elle privilégie un renforcement de **l'information faite aux consommateurs** (stimulation aux investissements, conseils en énergie, facilitation des démarches pour l'assainissement des bâtiments dans le cas d'une location) plutôt que la mise en place d'un cadre réglementaire contraignant.

Marchés énergétiques, concurrence

Le nouveau gouvernement souhaite regrouper les réseaux de transport des quatre grands énergéticiens⁶ au sein d'une **société des réseaux indépendante**. Le nouveau gouvernement souhaite également accélérer la modernisation des infrastructures énergétiques, en proposant des procédures d'autorisation accélérée pour les infrastructures prioritaires, et en soutenant le développement des **réseaux intelligents**.

Recherche énergétique

La recherche énergétique ouverte aux technologies et durable est la clé d'un approvisionnement énergétique d'avenir. Un nouveau programme de recherche énergétique est en projet, qui vise à mettre l'accent sur **l'efficacité énergétique, les technologies de stockage, les réseaux intelligents et les biocarburants de deuxième génération**. Le gouvernement élabore également une stratégie dans le domaine de la **mobilité** et des **carburants**, prenant en compte tous les technologies alternatives et sources énergétiques, pour permettre à l'Allemagne de devenir marché leader en électromobilité.

³ Deux réacteurs sont censés fermer en 2010 : Biblis A (RWE) et Neckarwestheim (EnBW).

⁴ Le dôme salin de Gorleben a été choisi comme centre de stockage géologique en Allemagne pour les déchets de haute activité et de moyenne activité à vie longue. Le projet était bloqué par un moratoire de 10 ans depuis 2000.

⁵ Carbon Capture and Storage. Les procédés CCS doivent permettre de séparer le CO2 des gaz résiduels des centrales thermiques et de le stocker durablement dans des couches souterraines de roche poreuse.

⁶ E.ON, RWE, Vattenfall, EnBW